L'Abeille de la Nouvelle-Orleans.

JOURNAL OFFICIEL DE L'ETAT DE LA LOUISIANE.——NOUVELLE-ORLEANS, JEUDI MATIN, 9 DECEMBRE 1852.

Imprimerie générale de C. F. WEISSE, 27, 29, 31, 33, 35, RUE CHARTRES.

NOUVELLE-ORLEANS : JEUDI MATIN, 9 DECEMBRE.

TICKET VERTE DE L'ETAT.

POUR GOUVERNEUR,
LOUIS BERTHELOT.
POUR LIEUTENANT-GOUVERNEUR :
JOHN SAY, de Catoche.
POUR SECRETAIRE D'ETAT :
D. B. AVERY, de Baton-Rouge.
POUR TRESORIER D'ETAT :
Geo. C. MCWORTER, de Concordia.
POUR AVOCAT GENERAL :
R. H. OGDEN, d'Orleans.
POUR SURINTENDANT DE L'EDUCATION PUBLIQUE :
J. B. THORPE, de Baton-Rouge.

REVELATIONS IMPORTANTES.

Sous ce titre le *National Intelligencer* publie une série de pièces diplomatiques de plus haut intérêt et qui ont trait à la proposition faite par M. Polk à l'Espagne, il y a quelques années, pour la cession de l'île de Cuba. L'initiative de cette démarche appartenait uniquement au Président, car il n'avait pas consulté le Congrès, bien que la somme qu'il offrait fut très considérable. L'Espagne refusa net.

Les documents publiés par l'*Intelligencer* sont très volumineux. Toutes les lettres écrites par M. James Buchanan, secrétaire d'Etat, à M. Romulus Saunders, ministre américain en Espagne, et par celui-ci à M. Buchanan, figurent dans les colonnes du journal de Washington.

La correspondance est complète, mais nous devons l'abréger pour le faire entrer dans l'espace dont nous pouvons disposer. Le 17 juin 1848, M. Buchanan écrit à M. Saunders et appelle son attention sur la situation présente et l'avenir de Cuba. Les Etats-Unis prennent le plus grand intérêt à cette île située en face des bouches du Mississipi, et ils ne permettront jamais qu'elle passe des mains de l'Espagne à celles d'aucune autre puissance européenne. Si elle tombait au pouvoir de l'Angleterre, le commerce des Etats-Unis serait ruiné : nos payeurs de taxes étant tout en ouvre pour empêcher que pareille éventualité se réalise. L'annexion de Cuba à l'Union mettrait fin à nos inquiétudes et serait d'un immense avantage pour nos intérêts commerciaux. M. Buchanan fait ressortir la valeur politique que possède l'île de Cuba, située au milieu du Golfe du Mexique et en vue de l'Océan Atlantique. C'est un pays fertile et riche,—et l'honorable secrétaire d'Etat le prouve par des chiffres. On conçoit donc que la possession de Cuba entre dans les vues des Etats-Unis, mais le consentement de l'Espagne nous est indispensable. Les relations actuelles qui existent entre la métropole et ses colonies ne sont pas de nature à favoriser les négociations. Il règne un profond mécontentement parmi les habitans de l'île, et l'Espagne que n'ignore pas sera peut-être disposée à prévenir une future explosion en cédant sa colonie. Si la proposition des Etats-Unis est acceptée, il ne restera qu'à fixer le chiffre de l'indemnité. Le gouvernement américain prend en considération les revenus et les ressources de l'île, offre à l'Espagne 50,000,000 pour sa colonie. Cuba donne par an environ 5,200,000 de revenu net à l'Espagne, mais le chiffre montrant à six millions l'année même où l'île passerait au pouvoir des Etats-Unis. M. Buchanan déclare ajouter que l'acquisition de nouveaux territoires loin de nuire aux Etats-Unis ne servirait qu'à resserrer le lien fédéral. Il donne à M. Saunders, en terminant, les instructions qu'il croit nécessaires pour présenter habilement la question aux ministres espagnols, et il lui dit de porter au besoin l'offre des Etats-Unis à cent millions de piastres.

La réponse de M. Saunders porte la date du 22 juillet 1848. Il remercie le gouvernement de la confiance qu'il lui témoigne, mais il se hâte d'annoncer que l'affaire est beaucoup plus difficile qu'on ne croit. Le général Narvaez, l'ami du cabinet, est si aigri d'une blessure qu'il a reçue dans une rencontre avec le gouverneur de Cuba, qu'il est considéré comme un empêchement insurmontable. M. Saunders finit cependant par obtenir une entrevue, et après avoir déclaré au général Narvaez que le gouvernement américain n'a pas fait tous ses efforts pour empêcher les filibustiers revenant du Mexique d'envahir Cuba, il aborde le sujet même d'une manière détournée. On ne répond avec beaucoup de circonspection et sans prendre le plus léger engagement. Le ministre lui nomme de ne point saisir toute la portée des allusions de M. Buchanan. Il y a plusieurs pages de ces lettres, dans lesquelles M. Saunders rapporte les détails de l'entrevue. Les deux diplomates se séparent sans avoir rien conclu ni l'un ni l'autre, ayant jugé nécessaire de se maintenir dans une stricte réserve et portant même de se montrer empêchés.

M. Saunders déclare que tout ne dépendra l'Espagne a se séparer de sa colonie si elle ne la crainte d'une insurrection couronnée de succès ou d'une saisie par l'Angleterre. Sur ce dernier point le cabinet de Madrid n'est pas sans appréhension, et il croit conséquemment qu'il serait sage de laisser les choses suivre leur cours ordinaire. M. Saunders conserve le ton de ses lettres à son détaché intuitif sur le gouvernement et le caractère des personnages de la cour avec lesquels il devra se trouver en rapport dans les futures négociations. Il parle de l'état déplorable des finances de l'Espagne et pense que c'est là un élément en notre faveur. Il parle aussi de la haute valeur que l'Espagne attache à Cuba, de son désir ardent de conserver ses colonies, de la difficulté de triompher de l'orgueil national, etc.

Le 15 août, M. Saunders écrit que le départ de ses messages n'a pas été différé il peut ajouter quelques détails à ceux qu'on renfermait sa lettre précédente. Il a eu la 1re une entrevue avec le ministre des affaires étrangères, et il a exprimé plus ouvertement qu'il ne l'avait encore fait le mécontentement américain. Le ministre a été de son côté plus communicatif. M. Saunders lui demande si dans la prévision des difficultés dont l'île de Cuba peut être l'objet dans l'avenir, le gouvernement de Sa Majesté Catholique ne serait pas convenable d'offrir des ports à ses croiseurs de l'Union. Le ministre répondit que le général Narvaez lui a touché un mot de l'affaire, mais il désire savoir si les Etats-Unis demanderait la cession de l'île ou proposent de se joindre à l'Espagne pour protéger la colonie et s'opposer au besoin qu'elle tombe entre les mains de l'Angleterre. M. Saunders répond que n'ayant pas prévu des difficultés semblables l'Espagne et l'Angleterre qui a porte le Prés. ident a proposer à la première de ces puissances l'achat de sa colonie. Si l'Espagne et l'Angleterre se trouvent un jour en état d'hostilité vis-à-vis l'une de l'autre, la position de l'Union serait une de neutralité. Il ajoute que l'Angleterre ne peut pas se dissimuler que ses ennemis belligérantes, elle ne pourrait ce pendant pas assister tranquillement si les ports de Cuba par l'Angleterre. Il lui faudrait rompre avec celle-ci et prendre elle même possession de Cuba. C'est pour prévenir de si graves complications que les Etats-Unis font au gouvernement espagnol des ouvertures que M. Saunders a ordre de soumettre au cabinet espagnol.

CONSTITUTION SENATORIALE.—La Convention élargie de dépouiller les quatre candidats de la Nouvelle-Orléans pour le Sénat de l'Etat se réunira ce soir. On nous assure que le ticket sera excellent, et nous n'avons pas de raison de pensé si les noms que nous avons entendu prononcer doivent réunir la majorité des suffrages. Les 1er, 3e et de district seront tous très d'être satisfaits. Quant au 2e, nous avons entendu citer, entre autres noms, celui de M. F. A. Fusilier. Ce choix serait, nous le croyons, universellement favorable. Les autres sénateurs ne sont dépendant si moins populaires ni moins recommandables : c'est à la Convention à se prononcer entre eux.

M. Randell Hunt—Le *Courrier* d'hier, dans un article sur les candidats whigs, s'exprime de la manière suivante :

«Nous ne dirons rien non plus de la manière doit un brillant orateur, le défenseur d'un parti pour recommandant, M. Randell Hunt, pour l'appeler par son nom, a été traité par la convention whig de Baton-Rouge. Il est vrai qu'il n'a pas demandé la place, il a trop de fierté pour cela. Cependant si la convention lui avait offert la nomination, nous pensons que nombre de vrices qu'il a rendus à son parti, il nous paraît a peu près certain qu'il l'aurait acceptée. Mais c'est ce qu'on le parti whig n'a pas fait, et ce qu'il ne fera jamais.

Le Courrier se trompe. Il a été fait auprès de M. Hunt des démarches nombreuses pour le décider à laisser porter son nom devant la convention. Il a résisté à toutes les sollicitations et a répondu à ses amis que des considérations toutes personnelles l'empêchaient de souscrire à leur proposition. Ce n'est pas tout : pendant que la convention siégeait, des dépêches ont été adressées de Baton Rouge à M. Hunt, pour lui donner l'assurance d'une nomination à l'unanimité, s'il en rendait aux désirs des whigs. Mais M. Hunt, tout en exprimant sa reconnaissance, a répété que sa position ne lui permettait pas d'accepter la candidature au poste de gouverneur.

LE PHARE.—On lit dans le *Phare* de New-York :

On a pu se convaincre que nous n'étions pas dupe du langage emphatique, inspiré aux journaux de parti par les lessons de la réclame électorale : nous avouerons cependant avoir ressenti une surprise involontaire, en lisant le paragraphe suivant dans l'*Abeille* de la Nouvelle-Orléans, du 3 novembre.

«Le *Phare* cite quelques lignes où nous déclarons, dans le numéro cité plus haut, que le résultat de l'élection présidentielle rendait inutile pour l'avenir la tâche ingrate que nous avons eu à remplir jusqu'alors, dans l'intérêt de notre cause, de contredire toutes les assertions *calomnieuses* hasardées par les organes hostiles.

Le journal français de New-York, trouve notre langage empreint d'un cynisme révoltant.

On ne dépose pas, dit-il, un ma que avec plus de sans-façon ; on n'avoue pas plus librement que tout ce qu'on a publié depuis trois mois était uniquement dicté par ces intérêts de parti.»

Le *Phare* est fort amusant : si nous avions dit en termes généraux qu'il n'était plus nécessaire, pour protéger les intérêts de notre parti, de demeurer tous les faits avancés par les journaux locaux, nos confrères français de New-York auraient eu peut être rigoureusement le droit de conclure que, pendant la campagne électorale, nous contredisions systématiquement les assertions de nos adversaires, *toutes* ou *tous* vos. Mais il s'agit ici de *calomnieuses* assertions, ce qui est bien différent. Cet adjectif a échappé au *Phare*, qui n'a pas cependant dû s'en étonner en passant un coup de boutoir à un malheureux indistrit sorti du fond des cases à la place d'un subjectif et de aquaier sans limitation de la première syllabe dans un pauvre verbe de nous ne savons plus quelle conjugaison. Cette polémique de maître d'école ne fait point partie de nos habitudes.

CAROLINE DU SUD.—Il a été présenté dernièrement à la Législature de la Caroline du Sud un bill pour transférer au peuple la élection, par voie de scrutin, des électeurs présidentiels. Le projet de loi porte que les noms des candidats qui auront reçu la plus de voix, dans chaque district ou paroisse, seront transmis au gouverneur, qui devra, conjointement avec le contrôleur et le secrétaire d'Etat, compter aux suffrages reçus par chacun d'eux le vote des esclaves des dits districts à raison de trois voix par cinq esclaves. Le gouverneur fera ensuite l'addition et proclamera le résultat au peuple. Un autre projet de loi propose de faire les habitans de chaque district voter pour un sous-électeur. Les sous-électeurs réunis nommeraient ensuite les électeurs présidentiels. Ce système d'élection à trois degrés nous paraît vicieux, puisque la Caroline du Sud ne forme qu'un seul district et ne peut être rigoureusement que deux sénateurs et deux représentants.

Mais, quand vous serez convaincus autant que possible, vous pourrez agir en meilleure connaissance de cause sur l'esprit du lecteur, et le détourner, par une oreille, du mal que lui ne soulliorait par l'autre. Il n'est d'ailleurs ou rendre à ce jugement, ou vous prouvant peut être une erreur de plus à la justice humaine. Cette mission est digne de vous.

Adieu, mon ancien ami, mon sage conseiller maintenant. Continuez de nous aimer sans nous consulter. Que le bien à faire en cinq mots est le seul bien terrestre qui nous rattache à l'un à l'autre. Dieu veut le bien à la condition de nous ne mêler de mal. Ne pas nous en jour, vous aussi, vous l'aurez tout entier, la haute.

Lorsque mes amis d'Orléans, après avoir relu ce lettre, vous relève la tête, elle vit le vengeance qui la contemplait avec un triste et charmant sourire.

Qu'avez-vous, madame ? dit Estelle en lui rendant la lettre.

—Je vous admire.

—Et pourquoi ?

—Parce que je suis loin de m'admirer moi même. Mais vous avez les mêmes yeux avec ce que mon Maître attend de moi. Je connais déjà, pour en avoir été involontaire confidente, l'inflexible haine dont votre mari est depuis longtemps l'objet de la part d'un vieillard ici, M. Duplessis.

M. Duplessis! répète Estelle. Oui, en effet. Ah! vous m'en faites mieux comprendre encore, mieux avoir pris d'abord tous les sentiments de la bienveillance! Mais quel mal, mon Dieu, vous nous donc fait à cet homme ? quelle peut être la cause d'une telle animosité ?

—Hé! madame, est-ce qu'on peut toujours savoir cela! Le monde est aussi plein de ces haines capricieuses, bizarres, implacables, qui naissent comme les autres naissent, sans ce, voir pourquoi, et qui parfois se mettent au bout jour à haïr d'autant plus celui ou celui-là, qu'elles l'avaient aimé auparavant. C'est souvent une question de foie bien plus que de cœur. La bile y domine bien plus que le sentiment. Au surplus, quelle que soit l'origine, cette haine existe, et c'est d'elle sans doute que M. d'Arnode est victime en ce moment. Si donc vous ne dédaignez point trop le concours d'une personne telle que moi, veuillez, madame, me dire ce que vous pouvez faire pour votre mari.

—Mais vous-même, madame, répondit l'étrange vieillesse. Vous êtes avec lui pour la vertu, pour la clarté, pour les grandes et saintes choses qu'accomplissent les femmes. Dieu vous pardonnera, car autant vaut que prennent mais des pauvres, qui sont ses enfans.

—Je suis résolument de vous, que je ne veux pas différer d'un seul instant la récompense dont vous êtes digne. Si quelque chose m'en faisait en France, ce serait de l'ingratitude de vous l'ensuite donc, quoique je sois encore étrangère de vous de plusieurs existances de lieues, d'un innocent est en prison, sous le poids d'une accusation infamante.

Il ne saurait l'Arnode. Peut être avez vous eu l'occasion de le connaître, au moins de nom.

—C'est une belle et grande nature, un peu détournée de sa vocation par la fièvre des spéculation du monde, mais pure, bienfaisante et sans doute à l'épreuve de l'infortune comme à un creuset purificateur.

—Le témoignage de d'Appenchier, un de ses amis, peut être décisif pour ou contre.

—Par malheur, vous le savez mieux que per sonne ici, ce n'est point d'une fantaisie d'enfant, d'une étourderie d'esprit et d'une méconnaissance de cœur à imprimer toute confiance ou toute crainte, selon l'indulgence bonne ou mauvaise qui jusqu'à ce jour.

Or, j'ai tout lieu de croire que cette influence sera mauvaise. Il faut donc lui en opposer une bonne. C'est votre affaire.

—Comment ! c'entre que je ne puis vous dire à la distance où je suis des événemens. J'ai acquis, avant mon départ, la certitude de l'innocence de d'Arnode, mais il m'a été impossible d'en connaître les témoins. Toute chair voyageur a ses limites. Celle dont je dispose n'a pu filer tout d'abord jusqu'au bout des choses, la précipitation de mon départ lorsque m'a pas permis de compléter l'épreuve.

—Il est donc de la dernière importance que vous sachiez tous les détails de l'affaire. Ah ! trouver dans ce but la plus fidèle ma personne. L'espèce de sympathie que vous avez d'ailleurs d'une salutaire ressemblance. Vous en sortiez l'une affectueuse, et vous en rendez compte par vos propres yeux ou par le travail et la vertu sont probables, au point de vue du bonheur même, à ceux qui vous aiment et qui, plus que vous, sont exposés au danger toujours, une consolation jusqu'à.

Alors, quand vous serez renseignée autant que possible, vous pourrez agir en meilleure connaissance de cause sur l'esprit du lecteur, et le détourner, par une oreille, du mal que lui soulliorait par l'autre. Il n'est d'ailleurs ou rendre à ce jugement, ou vous prouvant peut être une erreur de plus à la justice humaine. Cette mission est digne de vous.

Adieu, sage conseiller, sage restitutrice maintenant. Continuez de nous aimer sans nous consulter. Que le bien à faire en cinq mots est le seul bien terrestre qui nous rattache l'un à l'autre. Dieu veut le bien à la condition de ne point nous mêler de mal. Ne pas nous en jour, vous aussi, vous l'aurez tout entier, la haute.

Lorsque mes amis d'Arnode